

# **Effets des ressources naturelles sur la stabilité politique au Burkina Faso**

**Jean André KI<sup>1</sup>, Boubacar ZABDA<sup>1</sup>**

## **Résumé**

Cette étude analyse les effets de l'exploitation des ressources naturelles sur la stabilité politique au Burkina Faso. Une approche empirique a été adoptée, mobilisant un modèle à correction d'erreur et des données issues de la Banque Mondiale couvrant la période 1990-2020. Les résultats mettent en évidence que, à long terme, les revenus tirés de l'exploitation minière et forestière affectent négativement la stabilité politique. À court terme, seuls les revenus miniers exercent un effet défavorable, tandis que les revenus forestiers ne montrent pas d'impact significatif. Ces résultats soulignent l'urgence pour le Burkina Faso de mettre en place une gestion rigoureuse et stratégique de ses ressources naturelles, intégrant des principes de bonne gouvernance. Une telle démarche permettrait d'atténuer les impacts négatifs tout en maximisant les bénéfices potentiels associés aux rentes. En conclusion, le développement de politiques efficaces de gestion et de gouvernance apparaît indispensable pour garantir une stabilité politique durable dans le pays.

**Mots-clés** : Ressources naturelles, stabilité politique, revenus miniers, revenus forestiers, bonne gouvernance.

## **Effects of Natural Resources on Political Stability in Burkina Faso**

### **Abstract**

This study examines the effects of natural resource exploitation on political stability in Burkina Faso. An empirical approach was adopted using an error correction model and data from the World Bank covering the period 1990–2020. The results reveal that, in the long term, revenues from mining and forestry negatively impact political stability. In the short term, only mining revenues exert a detrimental effect, while forestry revenues show no significant impact. These findings highlight the urgent need for Burkina Faso to implement rigorous and strategic management of its natural resources, incorporating principles of good governance. Such an approach could mitigate negative impacts while maximizing the potential benefits associated with resource rents. In conclusion, the development of effective management and governance policies is essential to ensure lasting political stability in the country.

**Keywords** : Natural resource exploitation, political stability, mining revenues, Forestry revenues, Good governance

---

<sup>1</sup> UCAO-UUB (Burkina Faso) ; Laboratoire d'économie appliquée de l'UNZ, [jeanandreki@yahoo.fr](mailto:jeanandreki@yahoo.fr) , [boubacarzabda73@gmail.com](mailto:boubacarzabda73@gmail.com)

## Introduction

Le Burkina Faso, pays enclavé d’Afrique de l’Ouest, s’étend sur une superficie de 274 200 km<sup>2</sup> et partage ses frontières avec six pays : la Côte d’Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Niger et le Mali. Administrativement, il est composé de 13 régions, 45 provinces et 352 communes. En 2019, la population burkinabè était estimée à plus de 20 millions d’habitants, dont 51 % de femmes (INSD, 2019). Cette population est majoritairement jeune : 77,9 % des habitants ont moins de 35 ans, avec un taux d’accroissement naturel annuel moyen de 2,93 % (INSD, 2019).

Depuis le début des années 2000, le Burkina Faso a connu une transformation majeure grâce à l’essor de son secteur minier, qui est devenu un moteur clé de son économie. Entre 2000 et 2010, le pays s’est imposé comme l’une des destinations les plus attractives d’Afrique pour l’exploitation des ressources naturelles. Selon Antil (2014), des ressources telles que l’or, le zinc et le manganèse ont permis au pays de devenir le 4<sup>e</sup> producteur d’or du continent. Ce développement s’est poursuivi, et en 2022, le Burkina Faso a atteint la 3<sup>e</sup> place des plus grands producteurs d’or d’Afrique (ITIE, 2022). Cette progression a contribué à diversifier l’économie nationale et à renforcer son attractivité auprès des investisseurs étrangers.

Cependant, cette croissance ne s’est pas accompagnée d’une amélioration significative des indicateurs socio-économiques et politiques. En 2020, le Burkina Faso occupait la 183<sup>e</sup> place sur 189 pays selon l’indice de développement humain (PNUD, 2020). Près de 87 % de la population vivait dans la pauvreté, et le pays était classé 150<sup>e</sup> sur 163 en termes de stabilité politique (Indice de stabilité politique, 2023). Ces chiffres traduisent une contradiction apparente : malgré son potentiel en ressources naturelles, le Burkina Faso semble souffrir de ce que l’on appelle la « malédiction des ressources naturelles ».

Sur le plan théorique, la gestion des ressources naturelles suscite un débat multidimensionnel. D’une part, certains chercheurs (Hamilton & Atkinson, 2003) soutiennent que l’exploitation des ressources naturelles contribue à l’instabilité politique, tandis que d’autres (Mehrara & Bangbanpour, 2015) y voient une opportunité de développement économique lorsqu’elle est bien gérée. Dans le contexte burkinabè, l’exploitation des ressources naturelles semble

être au cœur des tensions politiques et sociales, en raison des inégalités économiques et de la gouvernance déficiente.

Ainsi, cette recherche se propose d'analyser les effets de l'exploitation des ressources naturelles sur la stabilité politique au Burkina Faso. Pour répondre à cette problématique, l'étude s'articule autour de quatre parties principales :

- ✓ Une analyse approfondie des ressources naturelles disponibles et de la situation politique actuelle au Burkina Faso ;
- ✓ Une revue de la littérature théorique et empirique sur les relations entre ressources naturelles et stabilité politique ;
- ✓ Une présentation des méthodes économétriques et des données utilisées pour examiner ces relations ;
- ✓ Une analyse empirique des résultats obtenus, suivie de discussions et de recommandations pour une meilleure gestion des ressources naturelles.

En mobilisant une approche scientifique rigoureuse, cette étude vise à éclairer les interactions complexes entre ressources naturelles et stabilité politique, tout en formulant des recommandations stratégiques pour renforcer la gouvernance et promouvoir un développement durable au Burkina Faso.

## **I. Ressources naturelles et situation politique au Burkina Faso**

Le Burkina Faso, également appelé le "pays des hommes intègres", traverse depuis plusieurs décennies des périodes d'instabilité politique et de conflits, malgré son riche potentiel en ressources naturelles. Cette section vise à dresser un état des lieux des ressources naturelles du pays, avant d'analyser la situation politique.

### **I.1. Ressources naturelles au Burkina Faso**

Une ressource naturelle se définit comme une substance, un organisme ou un objet disponible dans la nature sans intervention humaine, et exploité pour satisfaire les besoins des êtres vivants. Ces ressources peuvent être renouvelables, comme le bois et l'eau, ou non renouvelables, telles que le pétrole et le charbon. Le Burkina Faso dispose d'une diversité notable de ressources naturelles, en particulier dans le secteur minier.

Selon le rapport 2020 de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE, 2020), le secteur minier burkinabè figure parmi les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest. Historiquement axé sur l'agriculture, le pays a progressivement évolué vers un modèle économique centré sur l'exploitation de ses vastes ressources minières, notamment l'or, le cuivre, le zinc, le manganèse, le phosphate et les calcaires. Avec plus de 70 000 km<sup>2</sup> de formations géologiques favorables, le Burkina Faso s'est imposé comme le 19<sup>e</sup> producteur mondial d'or. En 2019, la production industrielle d'or s'élevait à 50,302 tonnes, tandis que la production artisanale atteignait 258,6 kg (ITIE, 2020). La même année, la production de zinc était estimée à 211 243,80 tonnes (ITIE, 2020).

L'or constitue la principale richesse minière du Burkina Faso, avec des mines réparties sur l'ensemble du territoire. En 2020, 26 permis d'exploitation industrielle (PEI) ont été délivrés, dont 23 pour l'or, ainsi que d'autres permis pour le manganèse, le calcaire et le zinc (ITIE, 2020). Les entreprises exploitant ces ressources sont majoritairement canadiennes, confirmant l'attractivité du pays pour les investisseurs internationaux (ITIE, 2020).

Depuis 2012, le Burkina Faso s'est hissé au rang de quatrième producteur d'or en Afrique (ITIE, 2012). En 2020, l'exploitation minière représentait 16 % du PIB et plus de 83 % des recettes d'exportation (ITIE, 2020). L'or est ainsi devenu le principal produit d'exportation, surpassant le coton et l'élevage, avec une contribution de 1 066,6 milliards de FCFA au PIB national (Comptes nationaux 2020, INSD). Ce secteur génère également des revenus fiscaux substantiels, avec trois types de taxes prévues par le code minier pour capter les recettes issues de l'exploitation. En 2020, les mines ont rapporté 330 833 millions de FCFA à l'État burkinabè. L'or représentait plus de 81,4 % des exportations, consolidant ainsi son rôle clé dans l'économie nationale.

Toutefois, la gestion des ressources naturelles représente un enjeu central pour les gouvernements et les populations, en raison de son impact direct sur le développement économique et social. Les interactions entre l'exploitation des ressources naturelles et la situation politique du pays suggèrent une relation étroite. En effet, une gouvernance inadéquate ou inéquitable peut exacerber les tensions politiques et compromettre la stabilité sociale, soulignant

l'importance d'une gestion responsable et transparente des richesses naturelles.

## **I.2. Situation politique du Burkina Faso**

La situation politique d'un pays reflète son système politique, ses institutions, ses lois, ses partis politiques et les interactions entre ces acteurs. Elle se mesure à travers des indicateurs tels que la stabilité, la participation citoyenne, le respect des droits de l'homme et la sécurité. Depuis 2014, le Burkina Faso traverse une période d'instabilité persistante marquée par le renversement du président Blaise Compaoré, un événement qui a ouvert la voie à une série de crises politiques et sécuritaires. Cette instabilité s'est intensifiée avec la montée du terrorisme dans la région du Sahel, où des attaques fréquentes ciblent aussi bien les forces de sécurité que les civils, exacerbant une crise humanitaire déjà préoccupante.

Par ailleurs, les tensions politiques internes se sont amplifiées à la suite de l'élection présidentielle de 2020. Bien que Roch Marc Christian Kaboré ait été réélu, l'opposition a dénoncé des fraudes électorales, ce qui a engendré des contestations violentes et des manifestations à travers le pays. Ces différends électoraux ont accentué les divisions politiques, compromettant davantage la stabilité nationale.

Face à la menace croissante du terrorisme, le gouvernement a adopté en 2017 une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme. Cette initiative visait à renforcer la sécurité nationale tout en améliorant la situation humanitaire. Cependant, malgré ces efforts, la violence n'a cessé de s'aggraver. Environ 30 % du territoire est désormais sous le contrôle de groupes islamistes, une situation qui a provoqué des manifestations antigouvernementales. Ces tensions ont culminé avec deux coups d'État successifs, témoignant d'une fragilité institutionnelle croissante.

Enfin, la situation sécuritaire demeure alarmante, avec des attaques meurtrières enregistrées dans 10 des 13 régions administratives du pays. Cette réalité souligne la complexité des défis auxquels le Burkina Faso est confronté, où l'interdépendance entre crises politiques, violences terroristes et insécurité générale entrave les efforts de stabilisation et de développement.

## **II. Revue de littérature**

Le débat sur les ressources naturelles se concentre principalement sur leurs effets ambivalents sur la croissance économique et la stabilité politique. Ce débat inclut, d'une part, une analyse théorique des concepts de recherche de rente et de malédiction des ressources et, d'autre part, des études empiriques examinant ces théories dans des contextes réels.

### **II.1. Littérature Théorique**

L'instabilité politique est un phénomène complexe et multidimensionnel. Elle inclut des troubles socio-politiques souvent amplifiés par des conditions économiques défavorables. Selon Perotti et Alesina (1996), elle se caractérise par une propension accrue au changement de gouvernement, généralement associée à des incertitudes politiques provoquées par des interventions constitutionnelles (réformes législatives) ou anticonstitutionnelles (coups d'État). Dans ce contexte, deux concepts clés émergent pour expliquer les liens entre ressources naturelles et instabilité politique : le comportement de recherche de rente et la malédiction des ressources naturelles.

### **II.2. Comportement de recherche de rente : « Rent-Seeking Behavior »**

En économie, le terme "rent-seeking" désigne des comportements visant à capturer des avantages économiques ou des revenus sans contribuer à la productivité ou à la création de valeur. Ce type de comportement, souvent lié à une exploitation inefficace des ressources naturelles, engendre une mauvaise allocation des ressources et freine le développement économique (Tollison, 1982).

La littérature met en lumière les effets négatifs de la recherche de rente sur l'économie, notamment par la réduction de l'activité productive et une inefficacité accrue dans l'utilisation des ressources naturelles (Caporale & Leirer, 2010 ; Jovic et al., 2016 ; Ben-Salha et al.). Toutefois, une vision plus nuancée est présentée par certains chercheurs, qui considèrent que l'exploitation des ressources naturelles, lorsqu'elle est bien gérée, peut constituer une opportunité de développement durable (Ploeg, 2011).

En ce qui concerne le pétrole, les États producteurs deviennent souvent dépendants des revenus pétroliers, limitant ainsi la

diversification économique. Cette dépendance peut entraîner des conflits internes entre gouvernements et secteur privé, ralentir la croissance et favoriser des pratiques improductives (Karl, 2007). De manière similaire, dans le secteur du gaz naturel, les bénéfices sont généralement perçus comme devant être redistribués équitablement à l'ensemble de la population et aux générations futures. Cependant, une mauvaise gestion peut exacerber les inégalités sociales (Kamat et al., 2019).

Dans le secteur minier, la propriété privée et les politiques favorables aux investissements étrangers sont cruciales pour un développement durable. Pourtant, la faiblesse des institutions et la recherche de rente transforment souvent ces opportunités en freins au développement économique, notamment dans les pays en développement (Brunnschweiler & Bulte, 2008). Par exemple, de nombreux bénéfices miniers sont captés par des multinationales, rendant difficile une redistribution équitable dans des pays tels que le Pérou ou la République Démocratique du Congo (Bomsel, 2018). De surcroît, la corruption et une gouvernance inefficace aggravent ces problèmes (Butkiewicz & Yanikkaya, 2010).

D'autres secteurs, tels que le charbon et la foresterie, rencontrent des défis similaires. Dans le secteur du charbon, les comportements de monopole augmentent les coûts de production (Atkinson & Kerkvliet, 1986 ; Bakaki, 2016). Dans le domaine forestier, bien que la création de valeur ajoutée soit essentielle pour soutenir le développement industriel (Kato, 2005), les infrastructures limitées freinent l'expansion (Sunderlin et al., 2005).

Enfin, certains chercheurs notent que les investissements réalisés à partir des rentes des ressources naturelles, notamment dans l'éducation et les infrastructures publiques, peuvent favoriser la croissance économique (Gerelmaa & Kolani, 2016 ; Cavalcanti et al., 2011). Néanmoins, d'autres soulignent les risques liés à une gestion inadéquate de ces ressources.

### **II.3. La malédiction des ressources naturelles : « Resource Curse »**

La malédiction des ressources naturelles, introduite par Richard Auty (1993), est un paradoxe économique où les pays riches en ressources naturelles enregistrent souvent une croissance économique plus lente et des performances de développement inférieures à celles de pays

moins bien dotés. Cette théorie explore les liens entre l'abondance en ressources naturelles, la croissance économique et la stabilité politique.

Plusieurs chercheurs ont tenté d'expliquer pourquoi certains pays riches en ressources échouent là où d'autres réussissent. Hodler et Bhattacharya (2010) indiquent que la corruption liée aux ressources dépend de la qualité des institutions démocratiques. Par ailleurs, Feng (1997) soutient que la démocratie peut atténuer l'instabilité politique et favoriser la croissance économique. Toutefois, dans de nombreux pays africains, la transition démocratique reste compromise par la mauvaise gouvernance et des dépenses publiques excessives (Jensen & Wantchekon, 2004). De Soysa et Malmin Binningsbo (2005) montrent que les ressources naturelles exacerbent la répression politique, augmentant ainsi les tensions sociales.

De plus, l'exploitation des ressources peut engendrer des conflits internes liés à leur contrôle. Ces conflits aggravent les divisions sociales et politiques, alimentant l'instabilité. Bien que les ressources naturelles puissent être un levier pour le développement économique, leur mauvaise gestion renforce les inégalités et les tensions sociales.

En résumé, la littérature théorique met en évidence les opportunités et les défis associés aux ressources naturelles. Tandis que certains chercheurs valorisent leur potentiel économique, d'autres avertissent contre les risques de corruption, de conflits et de dépendance économique.

#### **II.4. Littérature Empirique**

Les études empiriques apportent un éclairage complémentaire à ces analyses théoriques. Par exemple, Hodler et Bhattacharya (2010) ont montré qu'une faible qualité institutionnelle exacerbe la corruption liée aux ressources dans 124 pays entre 1980 et 2004. De même, Long et al. (2017) ont démontré que l'augmentation des investissements directs étrangers intensifie l'épuisement des ressources naturelles, générant une dépendance accrue.

Hamilton et Atkinson (2003) confirment empiriquement la théorie de la malédiction des ressources. Toutefois, Mehrara et Bangbanpour (2015) montrent que cette malédiction peut être inversée en bénédiction, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, sous certaines conditions politiques. Dube et Carreri (2017) révèlent également que les hausses des prix des ressources favorisent

l'intervention de groupes armés dans des zones riches, compromettant la stabilité politique.

Enfin, Farzanegan et al. (2018) démontrent que les ressources naturelles, en finançant le groupe au pouvoir, excluent d'autres groupes sociaux, alimentant ainsi frustrations et conflits internes. Cette dynamique souligne l'importance cruciale d'une gestion équitable et transparente des ressources naturelles pour éviter l'instabilité politique.

### **III. Matériels et méthodes**

Cette section présente les variables retenues pour l'étude ainsi que le modèle économétrique utilisé pour analyser les données issues de la base de la Banque Mondiale. Les données couvrent la période de 1990 à 2020 et ont été exploitées à l'aide d'un modèle à correction d'erreur (ECM), mis en œuvre à l'aide du logiciel Stata 13.

#### **III.1. Choix des variables**

Dans cette étude, la stabilité politique constitue la variable dépendante que nous cherchons à expliquer. Les variables explicatives incluent principalement les rentes issues de l'exploitation des ressources minières et forestières, qui représentent des secteurs stratégiques pour le Burkina Faso. En outre, d'autres facteurs susceptibles d'influencer la stabilité politique, tels que la voix citoyenne et la responsabilité, la densité de la population, ainsi que l'ouverture de l'économie, ont été pris en compte pour une analyse plus exhaustive.

#### **III.2. Variable dépendante**

La stabilité politique, en tant que variable dépendante, est mesurée à partir de l'indicateur de perception du risque d'instabilité et de violence politique, incluant le terrorisme. Cet indicateur, fourni par la Banque Mondiale, est exprimé sur une échelle allant de -2,5 (instabilité maximale) à 2,5 (stabilité maximale), selon une distribution normale standardisée. Ce score reflète la perception générale de la gouvernance politique et des risques associés.

#### **III.3. Variables indépendantes**

Les variables explicatives comprennent plusieurs dimensions clés :

✓ **Les rentes des ressources naturelles**

Les rentes sont définies comme la différence positive entre les revenus générés par l'exploitation des ressources naturelles et les coûts

associés à leur extraction. Dans le contexte burkinabè, les rentes issues des secteurs minier et forestier sont cruciales, en l'absence d'autres ressources telles que le gaz, le pétrole ou le charbon. Ces données, exprimées en pourcentage du PIB, proviennent de la Banque Mondiale. Elles permettent d'évaluer l'impact économique direct de ces secteurs sur la stabilité politique.

#### ✓ **Voix citoyenne et responsabilité**

Cet indicateur mesure la liberté d'expression, la qualité de la participation politique des citoyens et la responsabilité des institutions politiques. Comme pour la stabilité politique, il est exprimé sur une échelle allant de -2,5 à 2,5. Un score élevé indique une plus grande liberté d'expression et une meilleure participation des citoyens.

#### ✓ **Densité de la population**

La densité de la population, calculée comme le nombre d'habitants par kilomètre carré, constitue un facteur socio-démographique potentiellement lié aux dynamiques de stabilité politique. Cette donnée est également issue des bases de la Banque Mondiale.

#### ✓ **Ouverture de l'économie**

Ce facteur est mesuré par le ratio des importations et des exportations par rapport au PIB. Un degré élevé d'ouverture économique reflète une intégration accrue dans le commerce international, pouvant influencer les ressources économiques disponibles pour les politiques publiques et, par conséquent, la stabilité politique.

### **III.4. Modèle économétrique**

La forme fonctionnelle du modèle de notre étude se présente comme suit :

$$Y_t = C + \sum_{i=1}^6 \beta_i X_{it} + \varepsilon_t$$

$Y_t$  : la stabilité politique

$X_{1t}$  : la rente tirée de l'exploitation minière à la date  $t$

$X_{2t}$  : la rente tirée de l'exploitation forestière à la date  $t$

$X_{3t}$  : la voix citoyenne et responsabilité à la date  $t$

$X_{4t}$  : la population à la date  $t$

$X_{5t}$  : le degré d'ouverture de l'économie à la date  $t$

C : constante                       $\varepsilon_t$  : terme d'erreur                      t : période en année allant de 1990 à 2020

$y_1, y_2, y_3, y_4, y_5$  et  $y_6$  = coefficients des variables à estimer.

De façon précise, les variables du modèle se présentent comme suit dans un tableau.

De façon précise, les variables du modèle se présentent comme suite dans le tableau I.

**Tableau I** : Ensemble des variables du modèle

Type de variables	Variables	Notation	Signe attendu
Variable expliquée/dépendante	Stabilité politique	POLSTA	Néant
Variables explicatives/indépendantes Total	La rente tirée de l'exploitation minière en pourcentage du PIB	RENTMIN	-
	La rente tirée de l'exploitation forestière en pourcentage du PIB	RENTFOR	-
	Voix citoyenne et responsabilité	VOICACOUNT	+
	Densité de la population en personnes par km <sup>2</sup>	DENPOP	-
	Degré d'ouverture de l'économie en pourcentage du PIB	TRADE	+

**Source** : construit par les auteurs

## IV. Résultats et discussion

En tenant compte de l'évolution des variables au fil du temps, nous avons effectué des tests préliminaires pour vérifier la normalité, la stationnarité et la cointégration des séries. Une fois ces tests réalisés, nous avons procédé à l'estimation du modèle, qui a ensuite servi de base pour la discussion des résultats.

#### **IV.1. Test de normalité des variables**

Ici, le test de Jarque-Bera est utilisé, En effet, on constate que certaines probabilités (POLSTA, RENTMIN, DENPOP, VOICACOUNT) sont supérieures à 5% et d'autres (RENTFOR, TRADE) sont inférieures. On en conclut que les séries (POLSTA, RENTMIN, RENTFOR, VOICACOUNT, DENPOP, TRADE) ne suivent pas une loi normale.

#### **IV.2. Test de stationnarité des variables**

Les tests de Dickey-Fuller et de Phillips-Perron nous révèlent que, d'une part, aucune des variables ne sont stationnaires en niveau donc intégré d'ordre 0. D'autres part, toutes les variables sont stationnaires en différences 1<sup>ere</sup> sauf la variable DENPOP qui est stationnaire en différence 3<sup>e</sup>. On peut dire que les (6) séries sont donc intégrées d'ordre 3. Au regard de cette conclusion, nous pouvons examiner la présence éventuelle de relation de long terme entre les variables.

#### **IV.3. Test de cointégration des variables**

Le rang de cointégration vaut 3 qui est supérieur à 1, on rejette l'hypothèse nulle de cointégration des variables. Ainsi, les variables, POLSTA, RENTMIN, RENTFOR, VOICACOUNT, DENPOP et TRADE sont cointégrées. L'hypothèse de cointégration est donc acceptée. En effet, POLSTA, RENTMIN, RENTFOR, VOICACOUNT, DENPOP et TRADE sont cointégrées au seuil de 5%. La cointégration des variables nous conduit à utiliser un modèle à correction d'erreur, MCE.

#### **IV.4. Estimation du modèle**

Avant l'estimation, des tests préalables ont été réalisés pour vérifier la validité du modèle. Les tests de stationnarité de Dickey Fuller et Philips-Perron ont confirmé que toutes les variables sont intégrées d'ordre 3, évitant ainsi des résultats trompeurs. De plus, le test de cointégration de Johansen a révélé l'existence d'une relation de long terme entre les variables.

Ces résultats justifient l'utilisation d'un modèle à correction d'erreur qui nous donne les résultats résumés dans le tableau II ci-dessous, avec une force de rappel significative à 5%.

**Tableau II:** Résultats du MCE à court terme

Variabes	Coef	P> z
_Cons	1.198473**	0.029
RENTMIN	-0.0983639*	0.085
RENTFOR	-0.1120933	0.168
TRADE	-0.0165654	0.336
DENPOP	1.181776	0.188
VOICACOUNT	0.8845061	0.266

\*\*\* : Significatif à 1 %    \*\* : Significatif à 5%    \* : Significatif à 10%

**Source** : construit par les auteurs

Le tableau II montre que la stabilité politique (POLSTA) est influencée par peu de variables à court terme. Seulement, la rente minière (RENTMIN) a un effet négatif sur la stabilité, mais n'est significatif qu'à 10%. Les autres variables, comme la rente forestière (RENTFOR), le degré d'ouverture de l'économie (TRADE), la densité de population (DENPOP) et la voix citoyenne (VOICACOUNT), ne sont pas significatives.

Par ailleurs, à long terme la plupart des variables explicatives affectent significativement la stabilité politique. Nos résultats de long terme sont présentés dans le tableau III suivant :

**Tableau III:** Résultats du MCE à long terme

Variabes	Coef	P> z
_Cons	2.359847	-
RENTMIN	-0.1661605***	0.001
RENTFOR	-0.167531***	0.001
TRADE	0.0717931***	0.000
DENPOP	0.0181161	0.491
VOICACOUNT	2.108767***	0.000

\*\*\* : Significatif à 1 %    \*\* : Significatif à 5%    \* : Significatif à 10%

**Source** : construit par les auteurs

Le tableau III indique que, à long terme, la stabilité politique (POLSTA) est influencée par plusieurs variables. La rente minière (RENTMIN) et la rente forestière (RENTFOR) ont des effets négatifs significatifs sur la stabilité, tandis que le degré d'ouverture de l'économie (TRADE) a un effet positif significatif. La densité de population (DENPOP) n'est pas significative, mais la voix citoyenne (VOICACOUNT) a un impact positif significatif. Les rentes

naturelles réduisent la stabilité politique, tandis que la voix citoyenne et l'ouverture économique la favorisent.

#### **IV.5. Discussion des résultats**

A la lumière de nos résultats dans le tableau ci-dessus, l'exploitation minière au Burkina Faso engendre des effets néfastes sur la stabilité politique, tant à court qu'à long terme comme le défendait Feng (1997). D'une part, les inégalités économiques résultant de l'accumulation des richesses par une minorité alimentent la pauvreté et l'insatisfaction de la majorité, créant ainsi des tensions sociales et politiques, ce qui rejoint les recherches de De Soysa et Malmin Binningsbo (2005). D'autre part, la concentration des revenus miniers renforce le pouvoir de l'État central et des multinationales, au détriment des communautés locales, ce qui limite leur représentation et alimente des frustrations. En outre, les impacts environnementaux, comme la dégradation des terres et des écosystèmes, exacerbent les conflits entre les populations dépendantes des ressources naturelles et les entreprises ou le gouvernement. Ces problématiques sont également aggravées par la corruption et la dépendance économique donnant raisons à Hodler et Bhattacharya (2010).

Par ailleurs, l'exploitation des forêts au Burkina Faso a un impact non significatif sur la stabilité politique à court terme, en raison du temps nécessaire pour que les forêts atteignent une maturité exploitable. Cependant, à long terme, elle engendre des effets négatifs sur la stabilité politique, notamment à cause des inégalités économiques, de la concentration du pouvoir, de la corruption et de la dépendance économique.

Aussi, la voix citoyenne et la responsabilité ont un impact limité à court terme sur la stabilité politique au Burkina Faso, car les processus de gouvernance sont souvent complexes et le gouvernement peut être peu réceptif aux préoccupations des citoyens. Cependant, à long terme, cette mobilisation citoyenne peut influencer positivement la stabilité politique en faisant évoluer les opinions publiques et en sensibilisant sur des enjeux cruciaux. En s'engageant activement, les citoyens peuvent favoriser des changements significatifs, comme l'adoption de nouvelles lois et politiques, tout en promouvant une gouvernance plus transparente et démocratique.

De même, à court terme, l'ouverture de l'économie n'a pas d'effet significatif sur la stabilité politique au Burkina Faso en raison des

ajustements nécessaires pour s'adapter aux flux de produits et de services provenant d'autres pays. A long terme, il a une influence positive sur la stabilité politique au Burkina Faso car il peut stimuler la croissance économique, améliorer le niveau de vie et favoriser la stabilité politique à travers la diversification économique, l'accès à de nouveaux marchés, etc.

Globalement, les résultats obtenus mettent en évidence l'impact des revenus issus de l'exploitation minière et forestière sur la stabilité politique au Burkina Faso, tant à court qu'à long terme. Cependant, une analyse comparative avec des pays similaires, comme le Mali et le Niger, permet d'enrichir cette discussion.

Au Mali, les revenus miniers, principalement liés à l'or, jouent également un rôle significatif dans les tensions politiques. Les conflits armés dans le nord du pays sont souvent exacerbés par les revendications sur les ressources naturelles, une dynamique qui reflète la situation observée au Burkina Faso. Toutefois, la qualité des institutions maliennes, bien que faible, semble légèrement mieux adaptée pour canaliser ces revenus vers des investissements sociaux, atténuant ainsi partiellement l'instabilité politique.

Au Niger, l'uranium représente une ressource naturelle majeure. Contrairement au Burkina Faso, où l'exploitation minière est dominée par l'or, l'uranium a un poids stratégique géopolitique important. Cependant, comme au Burkina Faso, les bénéfices de l'exploitation des ressources au Niger sont concentrés entre les mains d'une élite, aggravant les inégalités et alimentant les tensions communautaires. La dépendance à une ressource unique, combinée à la faiblesse institutionnelle, perpétue l'instabilité politique, à l'instar des conclusions tirées pour le Burkina Faso.

Les points communs entre ces trois pays confirment que les rentes issues des ressources naturelles, en l'absence de politiques de gouvernance solides, amplifient les inégalités, alimentent les conflits et renforcent les cycles d'instabilité politique.

## **Conclusion**

Cet article met en évidence les effets des exploitations minière et forestière sur la stabilité politique au Burkina Faso. À long terme, ces exploitations contribuent significativement à l'instabilité politique, en raison des inégalités économiques, de la mauvaise gestion des rentes et de la faiblesse institutionnelle. À court terme, l'exploitation minière

exerce un effet négatif significatif, tandis que l'exploitation forestière n'a pas d'impact notable. Ces résultats confirment la nécessité d'une gestion rigoureuse et inclusive des ressources naturelles pour limiter leur rôle dans l'aggravation des tensions politiques.

Les résultats de cette recherche offrent plusieurs implications pour une gestion plus efficiente et durable des ressources naturelles au Burkina Faso :

- Renforcer la gouvernance : Mettre en place des cadres juridiques et institutionnels solides, en assurant la transparence, la reddition des comptes et la participation citoyenne. Ces mesures contribueraient à prévenir les conflits liés à l'exploitation des ressources et à garantir une redistribution équitable des revenus générés.
- Renforcer les capacités nationales : Investir dans l'éducation et la formation des ressources humaines locales, afin de développer une expertise nationale dans la gestion des ressources naturelles et de limiter la dépendance à des acteurs externes.
- Promouvoir la participation locale : Impliquer activement les communautés locales dans la gestion des ressources naturelles. Cela pourrait inclure des consultations publiques, des programmes de sensibilisation et de formation, ainsi que la promotion de partenariats public-privé favorisant un développement local inclusif.

Cependant, cette étude présente deux limites majeures qui méritent d'être soulignées :

- Absence de variables politiques clés : Le niveau de démocratie et la corruption, qui influencent directement la stabilité politique, n'ont pas été inclus dans le modèle. Ces facteurs pourraient expliquer une partie des mécanismes sous-jacents entre les rentes des ressources et l'instabilité.
- Qualité des données : Les données utilisées, bien qu'issues de sources fiables, peuvent présenter des biais en raison des méthodes de collecte ou de l'hétérogénéité des définitions, en particulier pour les indicateurs de rentes et de stabilité politique.

Ces limites ouvrent des perspectives pour des recherches futures. Il serait pertinent d'intégrer des variables politiques pour affiner l'analyse et de diversifier les bases de données utilisées afin d'améliorer la robustesse des résultats. Une extension géographique et temporelle pourrait également permettre une analyse comparative approfondie avec d'autres pays riches en ressources naturelles, comme le Mali et le Niger.

Les travaux futurs pourraient explorer davantage les mécanismes institutionnels qui relient les rentes des ressources naturelles à la stabilité politique. L'analyse des interactions entre le niveau de démocratie, la corruption et les conflits communautaires permettrait une compréhension plus fine de ces dynamiques. Enfin, l'intégration d'approches qualitatives, en complément des analyses économétriques, offrirait des perspectives enrichies sur les perceptions et les impacts locaux de l'exploitation des ressources naturelles.

En conclusion, une gestion optimisée des ressources naturelles, combinée à des réformes institutionnelles ambitieuses, représente une opportunité majeure pour le Burkina Faso de transformer son potentiel minier et forestier en un levier de développement durable et de stabilité politique.

## Références bibliographiques

ALESINA, A., & PEROTTI, R. (1996). Income distribution, political instability, and investment. *European Economic Review*, 40(6), 1203–1228. [https://doi.org/10.1016/0014-2921\(95\)00030-5](https://doi.org/10.1016/0014-2921(95)00030-5)

ANTIL, A. (2014). L'or au Burkina Faso : Entre espoir et désillusion. *Afrique Contemporaine*, 3(251), 21–33. <https://doi.org/10.3917/afco.251.0021>

AREZKI, R., & BRÜCKNER, M. (2011). Oil rents, corruption, and state stability: Evidence from panel data regressions. *European Economic Review*, 55(7), 955–963. <https://doi.org/10.1016/j.eurocorev.2011.03.004>

ATKINSON, G., & HAMILTON, K. (2003). Savings, growth and the resource curse hypothesis. *World Development*, 31(11), 1793–1807. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2003.05.001>

AUTY, R. M. (1993). *Sustaining development in mineral economies: The resource curse thesis*. Routledge.  
<https://doi.org/10.4324/9780203433641>

BAKAKI, Z. (2016). Fossil fuel rents: Who initiates international crises? *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, 22(2), 173–190. <https://doi.org/10.1515/peps-2016-0001>

BEKUN, F. V., ALOLA, A. A., & SARKODIE, S. A. (2019). Toward a sustainable environment: Nexus between CO2 emissions, resource rent, renewable and nonrenewable energy in 16-EU countries. *Science of the Total Environment*, 657, 1023–1029.  
<https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2018.12.104>

BEN-SALHA, O., HKIRI, B., & ALOUI, C. (2018). Sectoral energy consumption by source and output in the U.S.: New evidence from wavelet-based approach. *Energy Economics*, 72, 75–96.  
<https://doi.org/10.1016/j.eneco.2018.03.029>

BHATTACHARYYA, S., & HODLER, R. (2010). Natural resources, democracy and corruption. *European Economic Review*, 54(4), 608–621. <https://doi.org/10.1016/j.eurocorev.2009.10.004>

BOMSEL, O. (2018). Mineral rents & social orders: When Radetzki meets Douglass North. *Mineral Economics*, 31(1–2), 7–11.  
<https://doi.org/10.1007/s13563-017-0121-z>

BRUNNSCHWEILER, C. N., & BULTE, E. H. (2008). The resource curse revisited and revised: A tale of paradoxes and red herrings. *Journal of Environmental Economics and Management*, 55(3), 248–264. <https://doi.org/10.1016/j.jeem.2007.08.004>

BUTKIEWICZ, J. L., & YANIKKAYA, H. (2010). Minerals, institutions, openness, and growth: An empirical analysis. *Land Economics*, 86(2), 313–328. <https://doi.org/10.3368/le.86.2.313>

CAPORALE, T., & LEIRER, J. (2010). Take the money and run: Political turnover, rent-seeking and economic growth. *Journal of Economic Behavior & Organization*, 76(2), 406–412.  
<https://doi.org/10.1016/j.jebo.2010.07.005>

CARRERI, M., & DUBE, O. (2016). Do natural resources influence who comes to power, and how? *SSRN Electronic Journal*.  
<https://doi.org/10.2139/ssrn.2716015>

CAVALCANTI, T. V. D. V., MOHADDES, K., & RAISSI, M. (2011). Growth, development and natural resources: New evidence using a heterogeneous panel analysis. *The Quarterly Review of Economics and Finance*, 51(4), 305–318. <https://doi.org/10.1016/j.qref.2011.07.007>

COLLIER, P., & HOEFFLER, A. (2005). Resource rents, governance, and conflict. *Journal of Conflict Resolution*, 49(4), 625–633. <https://doi.org/10.1177/0022002705277551>

DANISH, M., et al. (2019). Linking economic growth and ecological footprint through human capital and biocapacity. *Sustainable Cities and Society*, 47, 101516. <https://doi.org/10.1016/j.scs.2019.101516>

DE SOYSA, I., & MALMIN BINNINGSBØ, H. (2005). The devil's excrement as social cement: Natural resources and political terror, 1980–2002. *International Social Science Journal*, 57(s1), 21–32. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2451.2009.00703.x>

FARZANEGAN, M. R., LESSMANN, C., & MARKWARDT, G. (2018). Natural resource rents and internal conflicts: Can decentralization lift the curse? *Economic Systems*, 42(2), 186–205. <https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2017.05.009>

FENG, Y. (1997). Democracy, political stability and economic growth. *British Journal of Political Science*, 27(3), 391–418. <https://doi.org/10.1017/S0007123497000197>

GERELMAA, L., & KOTANI, K. (2016). Further investigation of natural resources and economic growth: Do natural resources depress economic growth? *Resources Policy*, 50, 312–321. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2016.10.004>

HYTTIÄINEN, K., & TAHVONEN, O. (2003). Maximum sustained yield, forest rent or Faustmann: Does it really matter? *Scandinavian Journal of Forest Research*, 18(5), 457–469. <https://doi.org/10.1080/02827580310013235>

INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE). (2020 ; 2022). *Rapports ITIE 2020 et 2022 : Analyse des ressources minières au Burkina Faso*. <https://eiti.org/document>

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE (INSD). (2019 ; 2020). *Annuaire statistique 2019 et 2020*. Ouagadougou, Burkina Faso.

- JOVIĆ, S., MAKSIMOVIĆ, G., & JOVOVIĆ, D. (2016). Appraisal of natural resources rents and economic development. *Resources Policy*, 50, 289–291. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2016.10.012>
- KARL, T. L. (2004). Oil-led development: Social, political, and economic consequences. In *Encyclopedia of Energy* (pp. 661–672). Elsevier. <https://doi.org/10.1016/B0-12-176480-X/00550-7>
- KLOMP, J., & DE HAAN, J. (2016). Election cycles in natural resource rents: Empirical evidence. *Journal of Development Economics*, 121, 79–93. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2016.03.002>
- LAPORTE, B. (2016). La fiscalité minière en Afrique : Un état des lieux du secteur de l’or dans 14 pays de 1980 à 2015. *Cahiers de Recherche*, 45, 123–145.
- LIEFERT, W. M. (1991). Economic rent and estimation of Soviet GNP growth. *Review of Income and Wealth*, 37(2), 159–176. <https://doi.org/10.1111/j.1475-4991.1991.tb00352.x>
- SIKOR, T., et al. (2010). REDD-plus, forest people’s rights and nested climate governance. *Global Environmental Change*, 20(3), 423–425. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2010.04.007>
- SUN, H., et al. (2019). How does natural resource dependence affect public education spending? *Environmental Science and Pollution Research*, 26(4), 3666–3674. <https://doi.org/10.1007/s11356-018-3853-6>
- TOLLISON, R. D. (1982). Rent seeking: A survey. *Kyklos*, 35(4), 575–602. <https://doi.org/10.1111/j.1467-6435.1982.tb00174.x>